

Go English ?
Dans quelle mesure l'anglais doit-elle devenir
la langue de l'enseignement supérieur en Europe ?

Philippe Van Parijs (Chaire Hoover, UCL)
répond aux questions de Dominique Berns
Le Soir 23 octobre 2003

Q : Jeudi 16 octobre, la Fondation universitaire organisait, sous le patronage conjoint des commissaires européens Reding (Education) et Busquin (Recherche), un colloque sur la légitimité du passage à l'anglais comme langue de l'enseignement supérieur en Belgique et en Europe. Vous dirigez les débats. Une telle question est-elle d'actualité ? Devrait-elle être mise à l'agenda ?

R : Elle est à l'agenda. Près de 20% des institutions d'enseignement supérieur d'Europe continentale offrent aujourd'hui des programmes enseignés en anglais. Et plus de la moitié de ces programmes ont été mis en place dans les 5 dernières années.

Q : Faudrait-il, selon vous, aller plus loin ?

R : Une considération prioritaire est la qualité de l'enseignement. Demander à des profs de donner cours dans une langue qu'ils parlent mal à des étudiants qui la comprennent à peine n'est pas susceptible d'améliorer la transmission des connaissances. Il ne faut pas pour autant jouer les puristes. Suivre des cours dans une langue qui n'est pas la sienne s'avère en effet très efficace pour l'apprentissage de cette langue. Ce qui importe pour la grande majorité des étudiants, ce n'est pas de pouvoir lire et déclamer Shakespeare, mais de se débrouiller efficacement dans un contexte où leurs interlocuteurs parleront pour la plupart un anglais aussi *broken* que le leur. L'apprentissage de cette capacité doit faire partie de l'évaluation de l'impact du passage à l'anglais pour certains programmes ou certains cours. Et le fait que le prof ne parle pas un anglais de *native speaker* peut même être un atout plutôt qu'un handicap de ce point de vue.

Q : Ce passage se recommande-t-il plus dans certaines sections, à certains niveaux ?

R : Une étude récente de Lies Sercu (KuLeuven) révèle un consensus entre enseignants et étudiants sur l'importance d'une coïncidence entre langue d'enseignement et langue du matériau écrit utilisé. Or, dans les domaines scientifiques, 97% des articles publiés dans le monde le sont aujourd'hui en anglais. Dans ces domaines, un enseignement avancé se fait dès lors plus commodément en anglais, sans compter qu'il importe d'aider les futurs chercheurs à acquérir la capacité de s'adresser aisément, oralement et par écrit, à la communauté internationale. Au niveau des futurs baccalauréats, en revanche, et peut-être à un niveau plus avancé dans les quelques domaines du savoir les moins internationalisés, cette considération pèse bien moins lourd. L'importance, affirmée depuis le 18^e siècle, d'un ancrage solide des universités dans la communauté nationale (ou régionale) où elles sont situées, justifie que l'on défende vigoureusement l'usage des langues vernaculaires à ce niveau.

Q : Doit-on s'attendre à une concurrence entre les universités européennes suite au processus de Bologne ? Et le cas échéant, que cette concurrence les conduit proposer de plus en plus d'enseignements en anglais ?

R : La mobilité internationale va se concentrer et s'intensifier au niveau des maîtrises et doctorats. Pour pouvoir honorer leurs engagements de réciprocité dans le cadre de programmes d'échange, les pays dont la langue est peu répandue n'auront pas d'autre

alternative que de proposer des programmes en anglais. La Finlande a tenté d'en offrir aussi en allemand, français et suédois, mais a du y renoncer rapidement, faute d'enseignants et d'étudiants. Les pays dont la langue est plus répandue ne sont plus à l'abri non plus. Il y a aujourd'hui cinq fois plus d'étudiants français qui étudient au Royaume Uni qu'il n'y a d'étudiants britanniques qui étudient en France. A mesure que la connaissance de l'anglais se répand, les universités non-anglophones auront des difficultés croissantes à attirer une masse critique de (bons) étudiants dans leurs programmes de maîtrise et doctorat. Pour beaucoup de ces programmes, le passage à l'anglais sera une question de vie ou de mort.

Q : Vous êtes à l'intérieur de l'université. Est-ce que les universités y songent ? Y a-t-il déjà des projets concrets ?

R : Le Master en économie créé en 1968 sous l'impulsion de Jacques Drèze à l'UCL-KuL et toujours bien vivant, est le plus ancien programme en langue anglaise du pays. L'objectif déclaré actuel de l'UCL est d'atteindre globalement 20% de cours en anglais. Des initiatives existent bien entendu aussi ailleurs, comme les candidatures bilingues des Facultés universitaires Saint Louis. Selon une enquête européenne récente, plus de 7% des programmes universitaires belges sont organisés en anglais. Vu qu'il s'agit généralement de programmes avancés, cela ne représente toutefois que 0.5% des étudiants.

Q : On peut naturellement arguer de la montée en puissance de l'anglais aussi bien en sciences dures qu'en sciences sociales, notamment en économie. Pour atteindre une audience large ou tout au moins celle qui compte, l'anglais est sans doute utile à nos chercheurs. En termes d'efficacité, l'argument des pro-english est donc sans doute probant. Mais est-ce que cela doit être le seul élément pris en considération dans un débat aussi important ? Adopter l'anglais à l'université, ne serait-ce pas mettre nos élites sous la dépendance politique, économique et culturelle des Etats-Unis?

R : Prenez un échantillon aléatoire de citoyens européens âgés de plus de 15 ans et moins de 40. Les données traitées dans une étude récente de Victor Ginsburgh (ULB) permettent de dire que 33 sur 100 vous comprendront si vous parlez allemand, 37 sur 100 si vous parlez français et 63 sur 100 si vous parlez anglais. L'écart entre le français et l'anglais s'accroît encore si l'on inclut les nouveaux pays membres et à mesure que l'on se concentre sur des tranches plus jeunes. Si l'on veut peser sur le cours des choses en Europe et dans le monde, il est impératif de pouvoir user d'une langue que les gens, en particulier les plus jeunes, soient nombreux à comprendre, tout spécialement s'il s'agit de dire ce qui est trop peu dit dans cette langue. Et ce n'est hélas aussi qu'en organisant enseignement avancé et recherche dans cette langue que l'on peut espérer enrayer l'hégémonie scientifique et idéologique croissante des universités et centres de recherche anglo-saxons. A se crispier sur des combats d'arrière-garde, on s'assure de perdre les batailles du futur.